

Brochure n° 3330

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2526. – ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES  
DE L'HABITAT SOCIAL**

---

AVENANT N° 15 DU 28 SEPTEMBRE 2015  
MODIFIANT L'ARTICLE 12 RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS

NOR : ASET1550942M

IDCC : 2526

PRÉAMBULE

Les parties sont convenues de modifier les règles de détermination du salaire mensuel minimal de base et des compléments de rémunération applicables au sein de la branche des organisations professionnelles de l'habitat social. Dans le but notamment de faciliter et de simplifier le traitement des données salariées et de réduire au maximum les écarts « minima sociaux/réalité économique ». En outre, cette simplification devra permettre d'apporter une plus grande vigilance à l'égalité des rémunérations « hommes-femmes ».

**Article 1<sup>er</sup>**

*Objet et champ d'application*

Le présent accord a pour objet de modifier les règles de détermination du salaire mensuel de base et des compléments de rémunération applicables au sein de la branche des organisations professionnelles de l'habitat social.

A ce titre, l'article 12 de la convention collective nationale des organisations professionnelles de l'habitat social est remplacé par :

« La rémunération des salariés de la branche professionnelle est constituée d'un salaire mensuel de base et de compléments divers.

Tous les montants exprimés en euros font référence à une donnée salariale en euros bruts.

**12.1. Salaire mensuel de base**

Le salaire mensuel de base ne peut être inférieur au salaire minimum en vigueur tel qu'il est fixé par la commission paritaire nationale pour chaque catégorie de la classification pour un temps plein.

Le salaire mensuel de base minimum est déterminé chaque année par négociation avec la commission paritaire nationale.

## 12.2. Salaires minima

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, le salaire minimum pour chaque emploi est le suivant :

(En euros.)

FAMILLE D'EMPLOIS	EMPLOI	SALAIRE MENSUEL minimum	SALAIRE ANNUEL minimum (*)
Entretien et maintenance	Ouvrier d'entretien ménager	1 503	21 101
Assistance	Secrétaire Assistant technique	1 666	23 301
Production	Technicien d'études	1 843	25 691
	Consultant-conseil	2 055	28 553
	Responsable de domaine	2 091	29 039
Encadrement	Responsable d'entité	3 213	44 186
	Directeur	3 554	48 789

(\*) = 13,5 fois le salaire mensuel minimum + la prime de fin d'année minimum.

## 12.3. Compléments de rémunération

Les compléments de rémunération se composent des éléments suivants :

- une prime d'ancienneté de 1 % par année d'ancienneté (telle qu'elle est définie à l'article 3.8), qui s'applique aux salariés dont le salaire mensuel de base est inférieur ou égal à 2 898 € ; elle est plafonnée à 18 % ;
- un treizième mois attribué en fin d'année, égal au salaire du mois de décembre ;
- un complément de salaire de vacances, égal à la moitié du salaire du mois de juin et payé à la fin de ce mois ;
- une prime de fin d'année, qui ne peut être inférieure à 810 € ;
- une prime de mariage ou de Pacs accordée après 1 an d'ancienneté ; elle est égale à 810 € ;
- une prime de naissance accordée en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant du salarié après 1 an d'ancienneté ; elle correspond à 410 € ;

En outre, des primes exceptionnelles peuvent être accordées par la direction, notamment en cas de travaux résultant de circonstances particulières.

En cas d'embauchage, de licenciement ou de démission en cours d'année, ou de congé sans solde ou de travail permanent à temps partiel, le treizième mois et la prime de fin d'année seront calculés *pro rata temporis* en tenant compte de la durée effective de travail dans l'année civile.

Le complément de salaire de vacances tiendra compte de la durée effective de travail dans l'année de référence des congés payés (du 1<sup>er</sup> juin de l'année précédente au 31 mai de l'année en cours) ; il sera donc calculé *pro rata temporis*. »

### Article 2

#### *Maintien des autres clauses*

Toutes les autres dispositions de la convention collective nationale des organisations professionnelles de l'habitat social restent inchangées.

### Article 3

#### *Date d'effet*

Le présent accord prendra effet le 1<sup>er</sup> novembre 2015.

## **Article 4**

### *Publicité*

Le présent accord fera l'objet d'un certain nombre de publicités à la diligence du collège employeurs :

- un exemplaire original dûment signé de toutes les parties sera notifié à chaque organisation syndicale représentative ;
- un exemplaire sera déposé au greffe du conseil des prud'hommes de Paris ;
- deux exemplaires, dont une version sur support papier signée des parties et une version sur support électronique, seront déposés auprès des services centraux du ministre chargé du travail.

Fait à Paris, le 28 septembre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

USH ;  
AFPOLS ;  
HTC.

#### **Syndicats de salariés :**

SP CGT ;  
BATIMAT-TP CFTC ;  
FNCB CFDT ;  
FSPSS FO.